



PANORAMA DE PRESSE

25/06/2010

CGT

Sommaire

Actualité sociale (4 Documents)

Les Echos - 25/06/2010 - [Le ministère du Travail affirme que le pouvoir d'achat des fonctionnaires a progressé de 3,6 % en 2009](#) (493 mots)

La négociation salariale 2011-2013 s'ouvre aujourd'hui dans un climat extrêmement tendu.

Les Echos - 25/06/2010 - [Nouvelle hausse du chômage, les plus de 50 ans premiers touchés](#) (490 mots)

Après un ralentissement cet hiver, le rebond du chômage s'est confirmé en mai. Le nombre de demandeurs d'emploi n'ayant pas travaillé du tout a progressé de 22.600 sur le mois, pour atteindre quasiment 2,7 millions.

Les Echos - 25/06/2010 - [Portage salarial : quatre syndicats sur cinq devraient finalement signer le projet](#) (163 mots)

...

Correspondance Economique - 24/06/2010 - [Le nombre d'accords conclus en 2009 est en augmentation au niveau interprofessionnel et dans les entreprises, stable dans les branches, avec une part plus importante de textes sur l'emploi, notamment des seniors, et sur l'égalité hommes-femmes, indique I](#) (793 mots)

Le nombre d'accords conclus en 2009 est en augmentation au niveau interprofessionnel et dans les entreprises, stable dans les branches, avec une part plus importante de textes sur l'emploi, notamment...

Protection sociale (17 Documents)

Libération - 25/06/2010 - [Dans la rue, la retraite à poings levés](#) (848 mots)

L'occasion était trop belle : «Nous sommes 2 millions de salariés dans la rue, et c'est un footballeur millionnaire que le Président a choisi de recevoir», s'amuse François Chérèque, leader de la CFD...

Ouest-France - 25/06/2010 - [Un message pour le Président](#) (607 mots)

Si le courage réformateur se mesure à l'ampleur des oppositions qu'il suscite, Nicolas Sarkozy a sans doute décroché, hier, un vrai certificat de bravoure. Malgré un vent estival démobilisateur, sa r...

La Provence - 25/06/2010 - [Une mobilisation "énorme" contre la réforme des retraites](#) (323 mots)

Retraite, toute! A tel point que la mobilisation catégorie "poids lourds" (20 à 22 000 manifestants selon les syndicats, le tiers aux yeux des RG) a eu bien du mal, hier à Avignon, à s'étirer dans le...

Le Progrès - 25/06/2010 - [Les écharpes sont de sortie Contrairement au 27 mai, les élus étaient nombreux écharpes tricolores en](#) (256 mots)

Les écharpes sont de sortie Contrairement au 27 mai, les élus étaient nombreux écharpes tricolores en bandoulière dans le cortège, dont une demi-douzaine de conseillers généraux. ...

Le Télégramme de Brest - 25/06/2010 - [Réforme des retraites. Un «non» massif](#) (231 mots)

On n'avait pas connu tel coefficient de marée depuis longtemps. Avec plus de 15.000 manifestants hier, la défense des retraites a autant mobilisé qu'en mai 2003, les femmes étant descendues en force dans la rue.

Enjeux Les Echos - 01/05/2010 - [RETRAITES : DERRIÈRE LES CHIFFRES, LES GENS](#) (1029 mots)

...

RTL - 24/06/2010 - [Bernard Thibault sur RTL : "C'est un peu plus important encore que ce qu'on imaginait..."](#) (162 mots)

Invité de RTL Soir, Bernard Thibault, le secrétaire général de la CGT, s'est montré très satisfait de la mobilisation dans les rues de France contre la réforme des retraites. Interrogé sur les chiffres...

20 Minutes - 25/06/2010 - [DES SALARIÉS PAS SEULEMENT ACCROS AU BOULOT](#) (865 mots)

« Aimeriez-vous être opéré par un chirurgien entre deux verres de vin ou entre deux joints ? » La question est posée par Etienne Apaire, président de la Mission interministérielle de lutte contre la ...

L'Humanité - 25/06/2010 - [Paris : la retraite à 62 ans serait « un recul social épouvantable »](#) (1027 mots)

Récit d'une manifestation monstre qui a rassemblé 130 000 personnes dans la capitale.

L'Humanité - 25/06/2010 - [Les salariés font coup double sur les retraites](#) (850 mots)

Le compteur monte. Indiscutablement. Il double même. Et pendant que Nicolas Sarkozy s'agit avec les joueurs de football pour tenter de faire diversion, près de 2 millions de salariés sont venus, hier...

L'Humanité - 25/06/2010 - [Se sentir bien pour travailler dignement L'union fait la force Où sont les économies ?](#) (497 mots)

Jean-Marie Sandei, coiffeur à Limoges....

La Tribune - 25/06/2010 - [Réforme des retraites : le gouvernement face à la pression de la rue](#) (664 mots)

Avec plus de deux millions de manifestants, l'intersyndicale a marqué un point ce jeudi. Si le gouvernement ne modifie pas son projet,

Le Figaro (matin) - 25/06/2010 - [Retraites : les syndicats mobilisent contre la réforme](#) (786 mots)

SOCIAL Deux fois plus en quatre semaines. Les défilés contre la réforme des retraites ont réuni deux fois plus de manifestants, hier, que lors de la précédente journée d'actions sur le même thème, ...

Le Figaro (matin) - 25/06/2010 - [Les centrales comptent maintenir la pression durant l'été en informant les salariés et en harcelant les parlementaires](#) (695 mots)

« ET MAINTENANT, que vais-je faire ? », chantait Gilbert Bécaud. Cette question, Bernard Thibault, François Chérèque et les autres dirigeants syndicaux y ont répondu bien avant de connaître le résultat...

Le Monde - 25/06/2010 - [Retraites mal traitées : un scandale déguisé en réalisme](#) (2562 mots)

Les retraites mal traitées. Réalisme ? Non. Mystification et régression. Invoquer seulement l'évolution du rapport entre " actifs " et " passifs " et celle de l'élévation de l'espérance de vie pour é...

Les Echos - 25/06/2010 - [Retraites : la mobilisation prend de l'ampleur, le gouvernement est prêt au bras de fer](#) (715 mots)

Les manifestations contre la réforme des retraites ont réuni, hier, de 797.000 (police) à 1,9 million de personnes (CGT). Forts de ce succès, les syndicats réclament le retrait du texte et la réouverture de négociations. Eric Woerth refuse de voir dans ce « soubresaut » un avertissement et réaffirme la « nécessité absolue » de relever l'âge de départ à la retraite.

Les Echos - 25/06/2010 - [Réforme des retraites : les syndicats marquent un point](#)

(245 mots)

· De 800.000 (police) à 1,9 million de personnes (CGT) ont défilé hier · Les syndicats réclament l'ouverture de négociations · Le gouvernement reste ferme sur la retraite à 62 ans · François Fillon va monter au créneau aujourd'hui

Europe et international (1 Document)

Le Monde - 25/06/2010 - [Pascal Lamy : " Les pays les plus pro-mondialisation sont les plus pauvres "](#) (1555 mots)

ENTRETIEN la veille du sommet du G20, le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Pascal Lamy, évoque l'avenir de la mondialisation et de sa gouvernance, la régulation, la cri...

Actualité sociale

Vendredi 25 Juin 2010

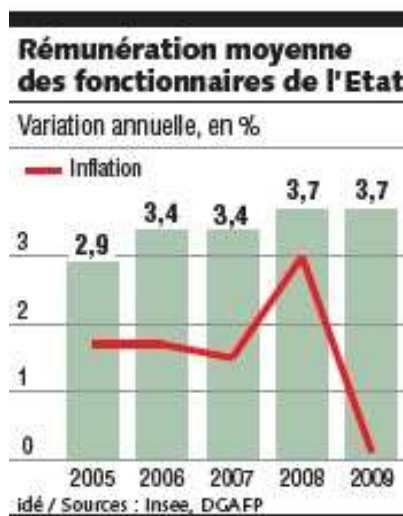
France

Le ministère du Travail affirme que le pouvoir d'achat des fonctionnaires a progressé de 3,6 % en 2009

La négociation salariale 2011-2013 s'ouvre aujourd'hui dans un climat extrêmement tendu.

Au lendemain d'une mobilisation sur les retraites très suivie par les fonctionnaires, le gouvernement ouvre ce matin un nouveau front en lançant la négociation salariale 2011-2013. Alors que la perspective d'un gel triennal du point d'indice (base du salaire des 5,2 millions de fonctionnaires) est envisagée, Georges Tron, secrétaire d'Etat à la Fonction publique, devrait se garder de toute annonce aujourd'hui. Les arbitrages ne devraient être dévoilés que lors de la deuxième séance de discussion, peut-être dès la semaine prochaine.

La séance d'aujourd'hui, dédiée à un bilan de l'évolution salariale des dernières années, a vocation à préparer le terrain. Dans un long document transmis aux syndicats, l'exécutif, qui martèle que « le salaire ne se résume pas au point d'indice », rappelle les mesures mises en oeuvre ces dernières années : partage des économies réalisées grâce aux suppressions de postes, primes au mérite, garantie individuelle de pouvoir d'achat, etc.



Les syndicats contestent

Conclusion : « Au global et au vu des données budgétaires, l'évolution de la rémunération moyenne des agents (...) est estimée à 3,7 % par an en 2008 et 2009 », soit, au regard de l'inflation, des gains de pouvoir d'achat « de 0,9 % en 2008 (...) et de 3,6 % en 2009 ».

Les syndicats contestent fermement ces chiffres. Car ils prennent en compte l'évolution « naturelle » des salaires avec l'avancement à l'ancienneté (GVT), qui entraîne à elle seule des hausses de 1,5 % à 2 %

(selon les ministères) par an en moyenne. « C'est trop facile de dire que le GVT est un outil de pouvoir d'achat. C'est un élément naturel du déroulement de carrière et il ne doit pas être pris en compte pour nous bombarder de statistiques ronflantes sur les salaires, d'autant que beaucoup d'agents sont arrivés au taquet de leur grille », insiste l'Unsa. Solidaires avance que « la réalité, c'est qu'on a perdu 9 % de pouvoir d'achat depuis 2000 ». Mercredi soir, l'intersyndicale, très remontée, s'est réunie (sans FO ni la CGC) pour arrêter un communiqué commun, qui sera lu en ouverture de séance. Il réclame une « forte revalorisation du point d'indice ». « Réorganisation de l'Etat, retraites, salaires... Tout se cumule. On atteint un niveau de colère comme nous n'en avons jamais connu dans la fonction publique », prévient la CGT. Les syndicats ne se font pas d'illusion sur l'issue des discussions, mais tous évoquent des actions à la rentrée. « La messe ne sera pas dite avec la trêve estivale », prévient la CGT.

D. P.

Vendredi 25 Juin 2010

France

Nouvelle hausse du chômage, les plus de 50 ans premiers touchés

Après un ralentissement cet hiver, le rebond du chômage s'est confirmé en mai. Le nombre de demandeurs d'emploi n'ayant pas travaillé du tout a progressé de 22.600 sur le mois, pour atteindre quasiment 2,7 millions.

La mauvaise performance de l'emploi en avril n'aura pas été un simple accident de parcours. Elle s'est renouvelée en mai, selon les statistiques publiées hier. La Dares (ministère du Travail) a recensé 2.699.600 demandeurs d'emploi n'ayant pas travaillé du tout (catégorie A). C'est 22.600 de plus qu'en avril, en hausse de 0,8 % sur un mois (+7,1 % sur un an), après 15.700 de plus, soit une hausse de 0,6 %. Quant au nombre de chômeurs contraints de faire des actes positifs de recherche d'emploi, qu'ils aient travaillé ou non (catégories A, B, C), il a augmenté de 16.700 en mai (+0,4 %) et se rapproche dangereusement du seuil symbolique des 4 millions, à 3.942.900. La situation aurait été pire sans le dynamisme des contrats aidés.

+ 0,9 % en « longue durée »

Dans un communiqué publié aussitôt les statistiques de mai rendues publiques, la ministre de l'Economie, Christine Lagarde, s'est attachée à relativiser la mauvaise nouvelle, soulignant que « depuis six mois, le nombre d'inscrits à Pôle emploi est resté presque stable (+ 2,1 %) ». Certes, cela ne suffit pas à éclairer les

perspectives de l'emploi en 2010.



L'Insee, qui table sur une légère baisse du nombre de chômeurs au deuxième trimestre et sur une stabilisation du taux de chômage à 9,5 % en métropole sur l'ensemble de 2010 (« Les Echos » du 24 juin), n'est-elle pas trop optimiste ? En tout cas, les statistiques du chômage publiées hier montrent que le pari n'est pas gagné. A titre indicatif, une stabilité sur trois mois des chiffres de la Dares impliquerait, en juin, une baisse d'au moins 38.000 du nombre de chômeurs de catégorie A pour

compenser les mauvaises performances d'avril et mai. Pôle emploi avait de son côté indiqué s'attendre à une rechute au deuxième trimestre, le marché de l'emploi suivant avec retard la faible croissance du début d'année.

Signe de l'atonie du marché du travail, la hausse de mai s'accompagne d'une progression du chômage de longue durée de 0,9 %. Il touchait 1.552.000 personnes le mois dernier, dont la moitié étaient sans emploi depuis un à deux ans, donc directement victimes de la crise. En outre, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi a particulièrement concerné les seniors, selon la Dares, qui constate un taux de croissance de 1,3 % du chômage des 50 ans et plus. Cette évolution est à mettre en relation avec le relèvement, au 1er janvier dernier, de 58 à 59 ans de l'âge à partir duquel un chômeur est dispensé de rechercher un emploi.

LEÏLA DE COMARMOND

Vendredi 25 Juin 2010

France

Portage salarial : quatre syndicats sur cinq devraient finalement signer le projet

Concessions. Deux ans n'auront pas été de trop pour que les partenaires sociaux parviennent à un accord pour encadrer le portage salarial. Alors que, la semaine dernière, la situation semblait bloquée, quatre syndicats sur cinq devraient finalement signer le projet d'accord proposé par le Prisme, la fédération professionnelle de l'intérim, en charge des

négociations. Signé mercredi par la CFTC et hier par la CFDT, le texte devrait l'être ce vendredi par la CGC et par la CGT ensuite. Seule FO reste opposée au projet, même si le Prisme a cédé aux deux dernières exigences des syndicats : d'une part, en acceptant de faire du portage une activité exclusive, évitant ainsi selon les syndicats « tout dumping social

avec le travail temporaire » ; d'autre part, en portant le salaire minimum à 2.900 euros (+ 5 % d'indemnité d'apport d'affaires).

Tous droits réservés : Les Echos
BF9D03B08DE0370645571CB0BC0F81CD6700A16A97580B75AC4CCA4

Diff. 140 313 ex. (source OJD 2005)

[Retour Sommaire](#)

Jeudi 24 Juin 2010

Bulletin du jour Nouvelles diverses en France

Le nombre d'accords conclus en 2009 est en augmentation au niveau interprofessionnel

Le nombre d'accords conclus en 2009 est en augmentation au niveau interprofessionnel et dans les entreprises, stable dans les branches, avec une part plus importante de textes sur l'emploi, notamment des seniors, et sur l'égalité hommes-femmes, indique le ministère du Travail. Le bilan de la négociation collective en 2009 recense 28 185 accords d'entreprise, soit une légère progression (+3,8 %) par rapport à 2008. A ce niveau de négociation, les salaires font encore l'objet d'un tiers des accords mais ce sont surtout les textes relatifs à l'emploi, à l'épargne salariale et à l'égalité hommes-femmes qui ont davantage fait l'objet de signatures.

Le groupe de travail sur la mise en place d'une règle d'équilibre des finances publiques, présidé par M. Michel CAMDESSUS, gouverneur honoraire de la Banque de France, s'approprierait à remettre son rapport au chef de l'Etat. Selon "Les Echos" d'hier, le document préconiserait une loi-cadre avec des plafonds annuels de dépenses et un engagement chiffré sur les mesures touchant aux recettes. Le texte serait contrôlé par le Conseil Constitutionnel.

La taxe sur les banques en France visera leurs activités les plus risquées, et ses recettes, évaluées à plusieurs centaines de millions d'euros pour l'instant, seront affectées au budget de l'Etat, auprès de Bercy. Le gouvernement avait annoncé que cette taxe, assise sur le bilan des

banques, serait inscrite dans le projet de budget pour 2011, qui sera présenté en septembre. Dans un entretien accordé au quotidien "Les Echos", la ministre de l'Economie Christine LAGARDE a indiqué que le montant issu de cet impôt "sera sans doute compris entre 300 millions, qui correspond au produit de la taxation sur les bonus cette année, et un milliard d'euros". "J'aimerais bien un milliard", a précisé la ministre. "Les banques ont les moyens de supporter cette charge. L'année 2009 a été excellente au regard des bonus et des dividendes distribués".

La croissance française devrait rester modeste en 2010 mais atteindra tout de même l'objectif de 1,4 % fixé par le gouvernement, un niveau tout juste suffisant pour enrayer la hausse du chômage, selon les nouvelles prévisions de l'INSEE.

L'activité du secteur privé a encore connu un fort rythme de croissance en juin, selon les chiffres provisoires de l'indice PMI publiés hier par la société Markit. L'indice composite de l'activité globale en France se maintient ainsi au niveau enregistré en mai, à 60,1 points.

La crise a freiné la mobilité professionnelle des cadres en 2009, avec notamment une baisse importante des départs volontaires vers une autre entreprise et davantage de passages par le chômage, indique l'enquête annuelle Mobilité de l'Apec. Plus des trois quarts des cadres (76 %) n'ont pas connu de

changement professionnel en 2009, six points de plus qu'en 2008, indique l'association pour l'emploi des cadres sur la base de plus de 17 000 réponses de cadres.

Le moral des industriels s'est légèrement replié en juin, perdant deux points pour s'établir à 95 points, tiré à la baisse notamment par un secteur automobile de nouveau en perte de vitesse, a annoncé hier l'INSEE.

Les retraits effectués sur le Livret A ont été supérieurs aux dépôts en mai, a indiqué hier la Caisse des dépôts (CDC), avec un taux encore à un niveau historiquement bas avant une probable hausse. Depuis le début de l'année, les dépôts avaient pourtant été supérieurs aux retraits quatre mois consécutivement. En mai, les retraits ont été supérieurs aux dépôts de 310 millions d'euros mais la collecte nette reste positive sur les cinq premiers mois de l'année de 2,49 milliards.

Les producteurs d'électricité et plusieurs associations de défense de l'environnement ont signé un document commun hier visant à concilier le développement de l'hydroélectricité et la protection des milieux aquatiques et des espèces. Cette convention, âprement négociée depuis 18 mois, prévoit en particulier une révision à la baisse de l'objectif de développement de cette énergie renouvelable : + 3 terawattheure en 2020 contre 7 TWh envisagés à l'issue du Grenelle.

Protection sociale



Vendredi 25 Juin 2010

Événement

Dans la rue, la retraite à poings levés

Satisfaits de la mobilisation hier, les syndicats veulent continuer à mettre la pression sur un gouvernement pour l'instant inflexible.

L'occasion était trop belle : «*Nous sommes 2 millions de salariés dans la rue, et c'est un footballeur millionnaire que le Président a choisi de recevoir*», s'amuse François Chérèque, leader de la CFDT, en tête du cortège parisien. Une allusion à Thierry Henry, attaquant de l'équipe de France, pour lequel Nicolas Sarkozy a bouleversé hier son agenda. Une boutade de classe que son alter ego de la CGT, Bernard Thibault, servait lui aussi en boucle aux journalistes.

Réussite. Hier, place de la République à Paris, 14 h 30 : la manif contre la réforme des retraites n'a pas encore démarré, mais les responsables syndicaux affichent une mine ravie. Il y a beaucoup de monde sur la place et aux alentours. Près de 130 000 selon la CGT, 47 000 selon la police, soit deux fois plus que lors de la mobilisation du 27 mai. Ils étaient aussi entre 20 000 et 60 000 à Toulouse, de 12 000 à 25 000 à Lyon, 25 000 à 70 000 à Bordeaux... Même les petites villes ont fortement mobilisé, comme Roanne (entre 10 000 et 15 000) ou Clermont-Ferrand (entre 14 000 et 20 000). La journée, redoutée par le gouvernement, est une réussite : avec 2 millions de manifestants en France (800 000 selon la police), les syndicats ont fait deux fois mieux que le mois dernier.

Rejet. Et maintenant ? A trois semaines de l'examen du projet de loi par le Conseil des ministres, quelle suite pour le mouvement ? «*Au vu de la mobilisation d'aujourd'hui, il est clair que le texte ne peut pas être présenté en l'état au Conseil des*

ministres du 13 juillet, estime Bernard Thibault. Une séance de négociations avec le gouvernement doit s'ouvrir dès maintenant.» François Chérèque, de la CFDT, compte plutôt sur le débat parlementaire à la rentrée. Et propose, d'ici là, de harceler les élus : «*Il faut que les gens aillent voir leur député, et leur expliquent, les yeux dans les yeux, qu'ils ont commencé à 18 ans, et qu'ils vont devoir travailler quarante-quatre ans pour pouvoir partir à 62 ans.*» Problème : le calendrier est serré. L'examen du projet de loi par l'Assemblée nationale devrait commencer le 7 septembre et s'achever à la fin du mois. «*ça va aller très vite, il faudra donc mobiliser rapidement à la rentrée*», prévient Alain Olive, de l'Unsa.

S'ils divergent quelque peu sur la stratégie, les syndicats, à l'exception de FO et de la CGC, restent cependant unis sur leur principale revendication : le rejet du projet actuel, et notamment de sa principale mesure, le recul de l'âge légal de 60 ans aujourd'hui à 62 ans en 2018. Et même sur les suites à donner au mouvement, les syndicats devraient se mettre d'accord le 29 juin, jour de la prochaine intersyndicale. La question est plutôt celle des concessions que le gouvernement est prêt à faire. Sachant qu'il refuse de renoncer au recul de l'âge de départ, ne resteraient que les mesures périphériques. Le Président lui-même s'est déjà dit disposé à des avancées sur la pénibilité, les carrières longues et les polyensionnés (qui

ont cotisé à plusieurs régimes différents). Dans la mouture actuelle du projet, la prise en compte de la pénibilité permettrait à tout salarié dont le taux d'invalidité est supérieur ou égal à 20% de partir à 60 ans au taux plein, même s'il n'a pas toutes ses annuités.

Le dispositif devrait concerner 10 000 personnes chaque année. Problème, selon les syndicats, ce système exclut tous ceux dont l'exposition à des produits dangereux pourrait provoquer des cancers plusieurs années après. Le gouvernement réfléchirait donc à un dispositif permettant de mieux prendre en compte ce type de public. Il pourrait aussi faire un geste sur les carrières longues, afin d'élargir le nombre de bénéficiaires, limité aujourd'hui à ceux qui ont commencé entre 14 et 17 ans.

décote. Pas sûr, pour autant, que ces mesures calment les syndicats, qui ne demandent rien d'autre que le retrait de la principale disposition : le recul de l'âge légal à 62 ans en 2018 et de l'âge du taux plein à 67 ans en 2023. A moins que l'exécutif, comme le laisse penser le Parisien d'hier, revienne au moins sur le projet de repousser à 67 ans l'âge à partir duquel un salarié peut partir sans décote.

Sans doute le gouvernement se dévoilera-t-il un peu plus ce matin, puisque François Fillon a décidé de convoquer la presse. Au menu : rigueur et... retraites.

Par Luc Peillon Photo Jean-Michel Sicot

Vendredi 25 Juin 2010

Commentaire par Paul Burel

Un message pour le Président

Si le courage réformateur se mesure à l'ampleur des oppositions qu'il suscite, Nicolas Sarkozy a sans doute décroché, hier, un vrai certificat de bravoure. Malgré un vent estival démobilisateur, sa réforme des retraites a fini par provoquer un vrai raz de marée de mécontents, issu de trois sources convergentes.

- L'inquiétude sourde qui mine encore une bonne partie de l'opinion, avec le spectre de l'austérité qui fait le tour de l'Europe et se rapproche de la France de jour en jour.

- L'unité syndicale qui fonctionne efficacement autour de l'axe CGT-CFDT, en ramenant progressivement les brebis égarées dans le giron unitaire : CFTC, FO, CGC.

- Le rôle particulier et moteur de la CFDT, qui veut solder ses avatars de 2003 son soutien coûteux à la réforme Fillon et son image de syndicat réformiste trop accommodant.

L'adversité n'est pas foncièrement pour déplaire à Nicolas Sarkozy qui aime bien, on le sait, adopter la posture de Bonaparte franchissant le pont d'Arcole. Sous la mitraille. Elle lui permet de ressouder son camp en temps opportun à l'amorce d'une bataille électorale décisive et autour

d'un projet politique lourd et emblématique. Avec une réforme des retraites menée contre vents et marées contestataires, il pourrait tenir un brevet majeur de volontarisme avéré, et un étendard de campagne déterminant sur le terrain de la réforme qui a été son atout gagnant en 2007.

On n'en est pas là. Car l'ampleur de la démonstration syndicale et sa diversité privé-public, jeunes-vieux, hommes-femmes, actifs-chômeurs vont sans doute contraindre le Président à sortir du bois, du silence, du *statu quo*. Il serait pour le moins paradoxal et singulièrement critiquable qu'il donne l'impression de plus s'intéresser au mauvais feuilleton de l'équipe de France de football qu'au sort promis à des millions de retraités.

Il ne pourra plus très longtemps s'abriter derrière un ministre du Travail critiqué. Il lui appartient de porter enfin en première ligne une réforme absolument nécessaire, mais qui peine à convaincre quand on la passe au scanner de l'équité. Nicolas Sarkozy a laissé entrouvertes deux ou trois portes de sortie : la pénibilité, l'âge de la retraite à taux plein, les carrières longues. Il en aura bien

besoin pour tenter d'apaiser la grogne syndicale, à défaut d'obtenir leur aval. Impensable depuis les pépins de la CFDT, en 2003.

Et encore sera-t-il loin d'être au bout de ses peines. Dans sa sagesse un peu rugueuse, la Cour des Comptes vient de lui rappeler une vérité élémentaire. À savoir que la réforme envisagée ne répond pas à l'exigence d'un rétablissement financier rapide. Pis, Didier Migaud, le socialiste qui dirige désormais l'institution, estime que le chantier des retraites n'est qu'un morceau dans le puzzle des déficits publics à combler d'urgence. Bref, qu'il est temps, à défaut de pouvoir compter sur une croissance vigoureuse, de prendre des mesures radicales, donc impopulaires : augmenter les impôts, geler la paie des fonctionnaires, restreindre le remboursement des médicaments... Faute de quoi les emprunts étatiques pour régler la dette, et une partie des dépenses courantes deviendront insoutenables. Nicolas Sarkozy a du mouron à se faire. Face à des obstacles grandissants, il n'a plus de vraie marge de manoeuvre.

Vendredi 25 Juin 2010

Une mobilisation "énorme" contre la réforme des retraites

Le cortège a même dû changer de parcours pour étirer, d'un bout à l'autre, sa contestation

Retraite, toute! A tel point que la mobilisation catégorie "poids lourds" (20 à 22 000 manifestants selon les syndicats, le tiers aux yeux des RG) a eu bien du mal, hier à Avignon, à s'étirer dans les rues. Prenant résolument le cap d'un repos à 60 ans et filant vers le palais des Papes à partir de la gare, la tête de cortège décida, place de l'Horloge, non pas de faire demi-tour, mais de faire un tour de plus improvisé par la rue Josphe-Vernet pour étaler son grondement contre "un Sarko pire que Domenech", ou pour être "Retraités oui, maltraités, non" ... puis, "ô grosse surprise" s'exclamait

Gilles Fournel (secrétaire général de la CGT), elle se retrouva carrément en tête à tête avec la queue du défilé. Si, hier en France, l'opposition à la réforme des retraites n'a pas fait le plein dans les rues, l'appel à la contestation contre "une injustice sociale" dans le Vaucluse à été massivement entendu, peut-être plus encore dans le privé que le public.

"C'est énorme ! Les bases d'un combat durable sont jetées, s'exclamait Sylvain Bartet (FSU). On a pris les mêmes avec plein de nouveaux." Peu de jeunes... Mais, cette fois, des élus, maires et conseillers municipaux PS, PC ou

Vert (du Thor, Sarrians, Morières, Avignon, Camaret, la Tour d'Aigues, Valréas...) et le président du Conseil Général, Claude Huaut (PS), sont par exemple montés au créneau. "37, 5 annuités, c'est presque la température de notre corps. Au-delà, c'est la mort", soulevait un élu. Galvanisée, l'intersyndicale (CGT, CFDT, CFTC, FSU, UNSA, Solidaires) a prévu des travaux d'été "pour une grande riposte à la rentrée".

O. LEMIERRE et A. PLESSIER

Vendredi 25 Juin 2010

Échos

Les écharpes sont de sortie Contrairement au 27 mai, les élus étaient nombreux écharpes tricolores en

Les écharpes sont de sortie

Contrairement au 27 mai, les élus étaient nombreux écharpes tricolores en bandoulière dans le cortège, dont une demi-douzaine de conseillers généraux.

Sud a répondu à la CGT

Vexé par les remarques de la CGT qui s'était moquée lors de la dernière manifestation de la faible présence de Sud, le syndicat « solidaire » a répondu en force avec près de 400 représentants, la meilleure sono et la plus « belle » voiture.

En signalant avec humour qu'ils étaient désormais majoritaires à Renault Trucks. De bonne guerre.

FO malgré tout

Du côté de Force ouvrière, le message n'était pas vraiment très clair. D'abord en dehors du mouvement, puis avec cette journée d'action, les militants ont eu du mal à comprendre. Hier, certains ont défilé, en petit nombre, de la DDT, d'ArcelorMittal ou du conseil général...

Des paysans dans le cortège

Des salariés du public surtout, un peu de privé dont ceux de Lejaby, mais aussi des agriculteurs ! Notamment des représentants de l'Apli et de la confédération paysanne.

Paroles d'ancien

Il a vécu toutes les manifestations et a connu tous les pouvoirs de droite et de gauche depuis la fin de la guerre : « Le cortège s'est rajeuni, ça fait plaisir. On dirait que les gamins ont compris. »



Vendredi 25 Juin 2010

ECO SOCIAL

Réforme des retraites. Un «non» massif

On n'avait pas connu tel coefficient de marée depuis longtemps. Avec plus de 15.000 manifestants hier, la défense des retraites a autant mobilisé qu'en mai 2003, les femmes étant descendues en force dans la rue.

Un soudeur avec son casque sur la tête, poussant un déambulateur surmonté d'un caustique «Vive la retraite!». Une jeune femme affublée de longs cheveux blancs se demandant si elle va enfin pouvoir profiter de sa retraite «à 70 ans passés, après avoir commencé à travailler à 14...». Certains avaient encore le cœur à forcer le trait. D'autres, pas vraiment, écœurés par l'ensemble du système de redistribution et du potentiel des richesses. Très perceptiblement hier, les 15.000 à 20.000 manifestants descendus dans la rue sont venus s'opposer à ce projet de société en particulier, en complète contradiction avec les fossés déjà existants et la problématique globale du chômage. Comment faire accéder davantage de jeunes au travail si l'on allonge la

durée de cotisation pour leurs aînés? Comment revenir sur des acquis sociaux évidents en termes de pénibilité du travail? Etenfin, pourquoi ne pas aller chercher l'argent là où l'on ne peine pas à en produire, sans allongement de la durée de la vie active? Hier, la place de la Liberté pleine comme un oeuf a rappelé les grandes mobilisations d'une ville se levant à l'unisson (Brest Debout en 1996 ou la défense des retraites en mai 2003). Montée en puissance

Sept mille cinq cents personnes s'étaient mobilisées, le 27 mai. Ils étaient plus du double hier, moins d'un mois plus tard. Les responsables des syndicats réunis autour de la même cause (CFDT, CGT, FSU, Solidaires et Unsa) étaient eux-mêmes abasourdis par l'ampleur de la

mobilisation. «Il s'est passé un truc. Maintenant, les gens connaissent le contenu et les conséquences de cette réforme. Il va falloir tenir et chercher à amplifier le mouvement jusqu'à la rentrée où tout va se jouer», commentait l'un des porte-parole. Mieux qu'une Coupe du monde, le gouvernement a trouvé une excellente manière de rassembler les Français. Seront-ils encore plus nombreux à la prochaine mobilisation? Ou accepteront-ils, finalement, de supporter aux trois quarts l'effort qui leur est demandé? Au CHRU, le mouvement a été bien suivi: 20% des effectifs étaient en grève, soit un total d'environ 1.000 personnes.

Stéphane Jézéquel



Samedi 1er Mai 2010

ENJEUX LES ECHOS : ENJEUX DU FUTUR

RETRAITES : DERRIÈRE LES CHIFFRES, LES GENS

Sous-emploi des seniors, pénibilité, dépendance, solidarité intergénérationnelle... autant d'éléments qu'il convient de prendre en compte. Le grand débat sur la retraite n'est pas qu'une affaire de chiffres. L'évolution des mentalités est aussi importante, sinon plus, que l'équation financière. Depuis le temps qu'on « prépare l'opinion », l'opinion est prête. Elle trépigne même d'impatience. Dans un sondage, publié par Les Echos le lendemain du deuxième tour des régionales, les trois quarts des Français interrogés disaient qu'il fallait prendre des mesures sur le financement des retraites. Durée de travail allongée, pensions moins confortables, problèmes d'inégalité entre public et privé ; ils savent. Maintenant, ils veulent être fixés sur leur sort. Les « usagers » de la retraite ne sont pas les seuls à avoir évolué. Etat, syndicats et patronat ont aussi fait du chemin. Longtemps, ils ont fait mine de ne pas voir que le vrai problème de l'âge de la retraite est le chômage d'avant la retraite. Le sous-emploi des seniors bloque le recul de l'âge de la retraite. Maintenant c'est clair. Louis Schweitzer, l'ancien président de la Halde, s'exprimant il y a quelques jours devant le Club des vigilants, soulignait que les symptômes de cette grave discrimination commencent peu après 40 ans. Dans un débat au Salon des seniors, Jean-Christophe Le Duigou de la CGT renchérisait : le taux moyen d'accès à la formation baisse à partir de 43 ans et le taux d'emploi commence à décliner à 47 ans. Pas étonnant que les gens aient envie de quitter un monde du travail qui les repousse pour passer à une phase de leur vie qui mériterait d'être renommée. A l'origine, retraite était synonyme d'invalidité et d'hospice : il fallait loger et nourrir les quelques personnes survivant après l'âge où elles étaient en état de travailler. La première caisse de retraite, celle des invalides de la marine, ne pourvoyait qu'aux besoins des malades et des éclopés. Elle a été créée au XVIII^e siècle lorsque la proportion des plus de 60 ans est devenue significative (entre 5 et 10%). Pour Jean-Christophe Le Duigou, on n'était pas si loin de cette logique en 1945. On avait droit à la retraite à 65 ans, mais l'espérance de vie était d'environ... 65 ans. Aujourd'hui, la retraite est devenue un congé de fin de carrière plus ou moins actif. Ceci explique l'importance de la négociation sur la pénibilité. Le travailleur manuel qui a commencé jeune veut bénéficier du même temps de retraite en bonne santé que le cadre supérieur ou l'enseignant. Que peut-on lui objecter ? L'invalidité n'a pas disparu pour autant. Reculée dans le temps, c'est devenu le quatrième âge avec sa menace de dépendance. La problématique de l'assurance dépendance - que l'on commence à imaginer obligatoire - fait évidemment partie du dossier retraite et devrait être traitée en même temps. Car elle contribue fortement aux inquiétudes pour l'avenir qu'il s'agit de calmer. A côté de cette évolution lente entre ces deux âges de la retraite, une évolution rapide - fulgurante même - s'est produite sous nos yeux et suscite remarquablement peu de commentaires : le cumul emploi et retraite. Il n'y a pas si longtemps, « les vieux ne devaient pas prendre l'emploi des jeunes ». Est-ce l'expérience des 35 heures qui a balayé cette vision du marché de l'emploi comme un jeu à somme nulle ? Les effets de cette nouvelle liberté seront très intéressants à évaluer dans quelque temps. Elle peut encourager ceux qui le peuvent à faire valoir leurs droits plus tôt qu'ils ne l'auraient fait autrement. Elle peut aussi inciter les négociateurs de l'avenir à baisser les retraites, au motif que beaucoup de retraités travaillent. Elle peut enfin, espérons-le, modifier les préjugés sur « l'employabilité » des seniors. Reste enfin la menace de la guerre des générations. Résumons. Ces irresponsables de baby-boomers qui ont accumulé les dettes publiques prétendent maintenant percevoir en masse des retraites confortables. Les jeunes vont se révolter, refuser de payer, etc. Envenimons encore un peu le sujet en rappelant qu'il ne s'agit pas seulement d'un problème de flux à l'échelle de la nation (salaires contre

retraites) mais aussi de stock à l'échelle des familles : qui détient le patrimoine ? La tendance est à encourager fiscalement les parents à anticiper la transmission par des donations. Sauf à rassurer les parents sur leur retraite, elle risque d'être contrecarrée par un raisonnement inverse : le patrimoine est destiné à mettre les moins jeunes à l'abri du besoin après leur vie active, avec l'espoir de le transmettre intact ou augmenté à la génération suivante. C'est ce qui fait tout l'attrait financier et symbolique de l'investissement dans le logement. Mais le gros du sujet reste bien un problème de flux : c'est toujours la richesse produite chaque année par les actifs qu'il faut partager avec les inactifs. Les risques de tension entre générations sont réels. Deux facteurs pourraient cependant modérer l'ampleur de la guerre civile annoncée, sans même parler du poids électoral des retraités. Les jeunes d'aujourd'hui, comme ceux d'hier, ont parmi leurs proches des retraités, notamment leurs parents, qu'ils ne haïssent pas forcément. Par ailleurs, leur sens de la prévision est suffisamment aiguisé pour leur permettre d'anticiper le fait qu'ils seront eux-mêmes moins jeunes un jour... Si le principe de la solidarité entre générations était remis en cause, il serait un peu difficile à réactiver quarante ans plus tard.

PAR JEAN-CLAUDE HAZERA

Tous droits réservés : Enjeux Les Echos
869EB39A8BC04202351F1B709107B15765D0FC6A47580D38576D857

Diff. 145 598 ex. (source OJD 2005)

[Retour Sommaire](#)



Jeudi 24 Juin 2010 - 19:40

RTL info

Bernard Thibault sur RTL : "C'est un peu plus important encore que ce qu'on imaginait..."

Invité de RTL Soir, Bernard Thibault, le secrétaire général de la CGT, s'est montré très satisfait de la mobilisation dans les rues de France contre la réforme des retraites. Interrogé sur les chiffres avancés de deux millions de manifestants, il a expliqué que "Pour tout vous dire,

c'est un peu plus important encore que ce qu'on imaginait un 24 juin. Les chiffres que nous recensons est de 1.920000 manifestants. Ce qui nous fait dire qu'avec les très nombreux arrêts de travail qu'il y a eu aujourd'hui dans le secteur privé, dans un certain nombre de services

publics, c'est donc très largement plus de deux millions de personnes qui, d'une façon ou d'une autre, ont participé à cette action collective" a-t-il expliqué sur RTL.

Tous droits réservés : RTLN
4E9853B18BC0DE06151A17007104E1FA6AB01568D7AC07B996E4164

[Retour Sommaire](#)



Edition de Bordeaux

Vendredi 25 Juin 2010

FRANCE

SANTÉ Les assises de la MILDT sur la consommation de drogues au travail s'ouvrent aujourd'hui

DES SALARIÉS PAS SEULEMENT ACCROS AU BOULOT

« **Aimeriez-vous être opéré par un chirurgien entre deux verres de vin** ou entre deux joints ? » La question est posée par Etienne Ataire, président de la Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (MILDT), alors que s'ouvrent aujourd'hui, à Paris, les assises nationales des drogues illicites en milieu professionnel.

L'entreprise, reflet de la société

Selon la MILDT, qui s'appuie sur des études de la médecine du travail et de l'Institut national de prévention et d'éducation sur la santé, 15 à 20 % des accidents professionnels, des absences et des conflits interpersonnels au travail seraient liés à l'usage d'alcool, de psychotropes ou de drogues illicites. « Une prise de conscience a déjà eu lieu concernant l'alcool, mais la nouvelle génération arrive sur le marché du travail avec ses drogues. Parmi les 1,2 million de consommateurs réguliers de cannabis, certains n'arrêtent pas et entrent sur le marché du travail », note le président de la MILDT. « La consommation de produits psychoactifs vaut pour toutes les catégories socioprofessionnelles. L'entreprise n'est que le reflet de la société. A la démocratisation du cannabis dans les années 2000, s'ajoute l'entrée en force de la cocaïne », remarque Alain Domont, professeur de santé publique-santé au travail. Plaisir et recherche de la performance seraient les clés de cette consommation. Le stress conduirait aussi certains salariés à consommer stimulants ou anxiolytiques dans la crainte de perdre leur poste. Une utilisation à rapprocher du dopage. Mais attention, prévient Etienne Ataire, « la sensation d'efficacité laisse place sur la longueur à des complications ». Même constat pour les dopants dans les professions créatives : « Le talent n'est pas une question de produit. »

Du coup pour la MILDT, la question des tests de dépistage à l'embauche et au cours de la carrière du salarié – jusque là réservés aux seuls postes à risque – se pose. Un sujet polémique sur lequel Etienne Ataire a saisi le Comité national d'éthique. Car ces dysfonctionnements liés aux conduites addictives des salariés coûtent cher à l'entreprise : 1,5 % de la masse salariale en moyenne, selon Patrick Buchard, directeur d'Hassé-Consultants. Aussi, « faire de la prévention coûtera toujours moins cher. La santé dans l'entreprise, c'est la santé de l'entreprise. »



Selon la MILDT, 15 à 20 % des accidents professionnels, des absences et des conflits au travail seraient liés à l'usage d'alcool, de psychotropes ou de drogues illicites. DU CÔTÉ DES FEMMES

Moins touchées en général, selon le président de la MILDT, leur consommation de produits psychotropes monte en puissance, selon Alain Domont, professeur de santé publique. « Car en plus du travail, elles doivent assurer à la maison. Et ça se termine toujours par des produits forts. »

« JE FUME QUOTIDIENNEMENT ENTRE QUATRE ET SEPT JOINTS »

Arthur, la trentaine, est un jeune entrepreneur du bâtiment dans une grande ville du Sud-Ouest. Il avoue deux passions : son entreprise, florissante, à laquelle il consacre près de douze heures par jour, et le cannabis, qu'il fume quotidiennement, en toute illégalité.

« Je fume entre quatre et sept joints par jour, davantage en week-end. J'allume le premier en partant travailler. Je le fume tranquillement, dans la matinée. L'autre vient après le déjeuner, puis en fin d'après-midi, et bien sûr quand je reviens chez moi. Si je travaille sur un chantier neuf et que je suis tout seul, je vais peut-être en fumer davantage. En fait, j'assimile cela à une cigarette, d'autant que je suis toujours tout à fait opérationnel et présentable devant mes clients. Je suis comme un mec qui sort fumer sa clope, c'est devenu une routine. Je veux bien croire que le cannabis en démotive certains, mais depuis le temps, l'effet est très minime sur moi. Personnellement, ça ne me coûte pas cher, j'ai planté trois pieds de tomates et trois autres de cannabis dans mon jardin, c'est naturel et plutôt rigolo ! Suivant les jours, il est parfois possible de ne pas fumer dans la journée, lorsque je suis chez des clients, par exemple. Du coup, je suis plus tendu, je ne réagis pas non plus de la même façon. Il faut dire qu'en temps normal, je suis en permanence sous tension. L'herbe me calme, et me rend moins speed. Bien sûr, ce serait bien d'arrêter, peut-être quand les enfants arriveront, mais, pour l'instant, la dépendance au cannabis est forte. Je pense y être accro ; autant, en tout cas, que je l'étais au tabac, avant. Au quotidien, ce qui me fait peur, c'est la police et leurs tests sur la route. Le cannabis au volant, c'est six mois de suspension. » **RECUEILLI PAR I. G.**

« Au quotidien, ce qui me fait peur, c'est la police et leurs tests sur la route. Le cannabis au volant, c'est six mois de suspension. »

INGRID GALLOU

Tous droits réservés : 20 Minutes

AA9DB3F280500A0AC5B21870420ED1256E004E64976E054954A607E

[Retour Sommaire](#)

Vendredi 25 Juin 2010

Social-Eco

Paris : la retraite à 62 ans serait « un recul social épouvantable

»

Récit d'une manifestation monstre qui a rassemblé 130 000 personnes dans la capitale.

Paris, 130 000 manifestants hier, contre 90 000 le 27 mai dernier. Dans la capitale aussi, les manifestants ont été nombreux. Et divers.

13 h 40,

rue du Temple.

Dans le carré de tête, au milieu d'une grappe de journalistes bien tassée par le service d'ordre de la CGT, Bernard Thibault semble satisfait : « La journée s'annonce exceptionnelle. Nous sommes deux à trois fois plus nombreux que le 27 mai. Vu l'ampleur des arrêts de travail dans tous les secteurs, le chef de l'état doit réfléchir à une autre voie. » Glissant une référence aux déboires des Bleus, le secrétaire général de la CGT lâche : « Si 23 grévistes peuvent mobiliser le chef de l'état, ce dernier devrait nous recevoir après une telle mobilisation. » Même remarque du côté du leader de la CFDT, François Chérèque : « Le président a d'autres urgences que d'écouter les états d'âmes d'un footballeur. »

13 h 45,

rue du Temple.

Serge Delmas s'est vieilli d'une bonne vingtaine d'années. Il est âgé de quarante-huit ans et s'est grimé pour en paraître soixante-dix. C'est donc déguisé en « mère-grand » qu'il compte faire entendre sa voix. Chemise de nuit fleurie, chaussons au pied, canne et perruque blanchâtre, il a tout du « petit vieux », comme il dit. Deux explications à cet accoutrement. La première : il conteste la diminution des pensions destinées aux personnes âgées. Et la seconde : « Quand j'aurai le droit de partir à la retraite, j'aurai l'air aussi usé que ça », explique-t-il.

14 heures, boulevard Beaumarchais.

« Je suis là par amour pour la

jeunesse. » Mireille, proche de la soixantaine, s'apprête à rejoindre le cortège sous la bannière de SUD PTT. « Après tant d'années de travail, on a tous le droit de profiter d'une retraite correcte. Cette réforme n'est pas une solution, elle va pénaliser les jeunes qui rentrent sur le marché du travail et qui auront encore plus de mal à trouver un emploi. » Un peu plus loin, Coulibaly dénonce : « Je suis chargé de la sécurité à la SNCF, je travaille de nuit. Mon boulot est très pénible, je ne pense pas que je tiendrai après cinquante ans. Mais si je pars, je toucherai une retraite misérable. »

14 h 30, rue du Temple.

Dans le cortège des enseignants, Jérôme Lambert, jeune instituteur et secrétaire départemental de la FSU Paris, réclame haut et fort le retrait du projet gouvernemental. « Aujourd'hui à Paris, 50 % des instituteurs sont en grève. On ne s' imagine pas continuer à faire cours à soixante-sept ou soixante-huit ans. On ne veut pas non plus, pour nos élèves, des vieillards croulants et usés en guise de professeurs. Les solutions de financement, elles existent : il faut penser à un autre partage des richesses. »

14 h 50, devant le Cirque d'Hiver.

Suzanne, soixante-dix-neuf ans, et Michelle, soixante-deux ans, sont retraitées du Crédit Lyonnais, cégétistes et militantes communistes. « Nos aînés se sont bagarrés pour qu'on puisse avoir nos retraites. Alors aujourd'hui, on fait de même pour nos enfants. » Michèle a commencé à travailler à la banque à dix-sept ans. « J'ai cotisé quarante-deux annuités, puis je suis parti en retraite à cinquante-neuf ans. » Suzanne, par

contre, a été poussée vers la sortie à cinquante-cinq ans dans un plan social. « Aujourd'hui, je ne touche que 68 % de ma retraite, ce qui me fait 1 320 euros par mois, en comptant mon complément bancaire », raconte Suzanne. Parvient-elle à subvenir à ses besoins ? « Et bien heureusement que mon mari est encore là. Mais le jour où il partira, ce sera une autre affaire. »

15 h 10, boulevard des Filles-du-Calvaire

Sur le trottoir, Ingrid, vingt-neuf ans, filme le cortège avec son téléphone portable. « Je suis de gauche, mais je ne suis pas du tout une habituée des manifs. Mon truc, c'est plutôt la Gay Pride », sourit-elle. Mais elle estime qu'il faut défendre les retraites à tout prix. « Je suis pour la retraite à soixante ans, et même avant, pour la même raison que je suis pour la semaine de trente heures : je pense que notre vie ne doit pas tourner exclusivement autour de notre travail. » Ingrid revendique un droit à l'oisiveté. « Eh oui, je crois que pour s'épanouir, il faut du temps libre. »

15 h 20,

rue Béranger.

Anne, soixante-quinze ans et membre de la CGT retraités, vient de quitter le défilé pour reprendre son souffle. « Ma retraite, je la touche, même si elle est maigre. Je suis là pour les jeunes, par solidarité. On ne peut pas cautionner une société d'abondance qui crée toujours plus de misère et de contraintes. En 1945, l'économie était dévastée, et pourtant on a mis au point des programmes sociaux, comme la Sécu. » Retraitée militante, elle s'indigne devant ce « recul social épouvantable et non justifié ».

15 h 40, Bastille.

Au milieu du cortège, un homme attire l'attention avec sa tenue ignifugée qui le recouvre de la tête aux pieds, alors qu'il marche en plein soleil. Employé depuis presque quarante ans dans une usine de fabrication d'aluminium, Alain Marsy, délégué CFDT, a décidé de

défiler en tenue de travail pour dénoncer la pénibilité de son métier. « On travaille dans des températures intenable, les conditions sont très difficiles. A cinquante ans, on est déjà usés. L'horizon des soixante ans et de la retraite est une récompense, une délivrance. Il est hors de

question que je continue comme ça jusqu'à soixante-deux, soixante-trois ans. »

Charline Delafontaine, Viviane Clermont et Mehdi Fikri

Tous droits réservés : L'Humanité
9E9573B38CF0530805A81810F40DE1526FE0426DF74C042087AF348

Diff. 55 629 ex. (source OJD 2005)

[Retour Sommaire](#)

Vendredi 25 Juin 2010

Cuisine

Les salariés font coup double sur les retraites

Le compte monte. Indiscutablement. Il double même. Et pendant que Nicolas Sarkozy s'agite avec les joueurs de football pour tenter de faire diversion, près de 2 millions de salariés sont venus, hier, rappeler au président de la République que la brûlante actualité commande de proposer une tout autre réforme des retraites. L'intersyndicale CGT-CFDT-CFTC-FSU-Unsa-Solidaires s'était donné l'ambition de « faire mieux » que le 27 mai dernier pour cette quatrième journée d'action depuis début 2010. Pari réussi. Tous les compteurs sont doublés, qu'il s'agisse du nombre de manifestants ou des taux de grévistes. Les salariés du secteur public comme du privé sont massivement descendus dans la rue. Le peuple de gauche aussi.

« La France qui gagne le 24 juin 2010 : France 1 Sarkoland 0 », entendait-on, au son des vuvuzelas, parmi les rangs serrés des quelque 12 000 manifestants de Tours. La métaphore footballistique a raflé la vedette pour les slogans, à l'image de 10 000 Strasbourgeois qui défilaient au milieu de banderoles sur lesquelles on pouvait lire : « Travailler plus pour gagner plus, vuvuzetes bien foutu de nous. » « Pour sauver les retraites, supprimez le bouclier fiscal », criaient plus sérieusement ceux de Toulouse dans un imposant cortège de 60 000 personnes. Partout, dans les 200 défilés, les chiffres ont été imposants : 130 000 à Paris, 120 000 à Marseille, 70 000 à Bordeaux ou encore 25 000 à Lyon. Sous les feux des slogans, sifflets, pétards et éclats de voix, a éclo un cri de colère,

résumé par Mimoune, trente-sept ans, employé du groupe Rhodia, à Lyon : « Je ne vois pas comment je vais tenir encore trente ans à ce rythme-là. Je ne veux pas crever au boulot ! »

Les taux de grévistes ont emprunté le même chemin, partout supérieurs à la dernière mobilisation. Dans les écoles primaires, la grève a été la plus forte de l'année scolaire. Le ministère de l'éducation nationale le reconnaît, en déclarant 31,9 % (52,2 %, chiffre syndical) contre 29,8 % le 23 mars. Même tonalité chez les cheminots. La CGT décompte 46 % de grévistes (39,8 % pour la direction), des taux plus importants que le 27 mai, le 23 mars et même qu'en 2009. Les fonctionnaires, très nombreux dans les cortèges, ont aussi augmenté leurs taux de grévistes. Gêné aux entourures, Georges Tron, secrétaire d'état à la Fonction Publique, n'a pas osé établir de comparatif avec les journées précédentes, et, faisant preuve d'une mauvaise foi sans borne, a comparé les taux de grévistes avec ceux de 2003 !

proposer une

« réforme alternative »

Le gouvernement va devoir entendre l'ampleur de ce refus de reculer l'âge de départ en retraite, ont assuré tour à tour les leaders syndicaux et les principaux responsables des partis de gauche. « Il fallait une réaction à la hauteur de la remise en cause des droits à la retraite. Le moins que l'on puisse dire, c'est que le répondant est au niveau nécessaire », s'est réjoui Bernard Thibault, annonçant en fin de journée le chiffre précis de 1,92 million de manifestants. La réponse que le secrétaire général de la CGT

attend du gouvernement est simple : ne pas examiner le projet de loi actuel au Conseil des ministres du 13 juillet. Revoir la copie, pour proposer une « réforme alternative », c'est aussi la demande de François Chérèque, secrétaire général de la CFDT. « Les gens ne manifestent pas contre le changement, mais contre cette réforme, qui est injuste », a-t-il ajouté. Pour tous, ce 24 juin est un début, le signe « que l'on entre dans une nouvelle période de rapport de forces avec le gouvernement », a souligné Bernadette Groizon, secrétaire général de la FSU.

« La situation vient de changer aujourd'hui », s'est félicité Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, tandis que Jean-Luc Mélenchon, président du Parti de gauche, martelait : « On tient le bon bout. » Olivier Besancenot, porte-parole du NPA, voulait voir dans le succès de la journée un « apéritif, avec, à la rentrée, de nouvelles grèves ». Les suites du mouvement seront discutées mardi au sein de l'intersyndicale, réunion à laquelle FO devrait se joindre. Les syndicats savent que la grande bagarre se poursuivra à la rentrée. Mais leur première préoccupation sera de ne pas relâcher l'effort pour parvenir à influencer sur le cours du Conseil des ministres du 13 juillet prochain.

Les salariés du public comme du privé sont massivement descendus dans la rue, hier. Le peuple de gauche aussi. Le gouvernement doit revoir sa copie d'ici au Conseil des ministres du 13 juillet.

Paule Masson

Vendredi 25 Juin 2010

Social-Eco

Se sentir bien pour travailler dignement L'union fait la force Où sont les économies ?

Jean-Marie Sandei, coiffeur à Limoges.

« Autant je pense qu'il est nécessaire qu'une réforme des retraites se fasse, autant je rejette celle proposée par l'état. Et pour cause, apprenti coiffeur à quinze ans et demi, je me suis installé comme artisan à vingt-deux ans, en 1979. J'ai aujourd'hui cinquante-trois ans et je suis épuisé, même si j'aime beaucoup mon boulot. Je travaille seul, par choix, debout dix heures par jour. J'attends donc la retraite avec impatience. Avec le projet en cours, il me faudrait travailler six mois encore de plus, soit un départ à cinquante-neuf ans. Et après ? Je suis véritablement fatigué physiquement, j'ai des problèmes de santé liés à ma profession, de l'arthrose et une tendinite au bras droit, du fait des mouvements répétés. Je me vois mal tenir dans cet état, qui est appelé en outre à se détériorer au fil des ans. »

Claude Toulet, soixante-deux ans, universitaire à Limoges.

« De façon très basique, j'aimerais qu'on m'explique comment les jeunes peuvent trouver du travail quand on demande aux salariés les plus âgés de travailler plus longtemps alors qu'ils sont hors d'usage passé soixante ans. C'est une manière détournée pour l'état, je pense, de contribuer à diminuer les pensions les moins élevées et d'atteindre ainsi les personnes les plus fragiles. Dans les textes proposés, les salariés qui travaillent dans des conditions difficiles doivent attendre d'être malades ou invalides pour s'arrêter. Cette réforme ne prévient donc ni la fatigue ni la maladie liées à la profession. C'est humainement indécent ! Une journée de mobilisation aussi suivie que celle d'hier est donc déterminante, d'autant que c'est de la mobilisation et de la lutte, je l'espère, que les choses

changeront. »

Delphine, vingt-huit ans, enseignante vacataire, à Limoges.

« Cette mobilisation prouve que les gens de tout bord ne sont pas prêts à lâcher leurs acquis sociaux, alors même que ce projet de loi marque un vrai recul de notre système social. D'autant qu'il n'est pas fait dans l'intérêt de tous les citoyens, contrairement à ce que maintient le gouvernement, mais pour les plus riches. Pire, il accroît la précarité, car en reculant de deux ans l'âge légal de départ à la retraite, il recule de deux ans l'accès à l'emploi. En cela d'ailleurs, cette réforme agit directement sur le déficit de la Sécurité sociale, car les travailleurs âgés, fatigués et usés, seront de plus en plus nombreux à se mettre en arrêt maladie. Alors, où sont les économies ici ? Je m'interroge. »

Propos recueillis par Éva Sala



Edition de La Tribune

Vendredi 25 Juin 2010

Politique France

Réforme des retraites : le gouvernement face à la pression de la rue

Avec plus de deux millions de manifestants, l'intersyndicale a marqué un point ce jeudi. Si le gouvernement ne modifie pas son projet, elle promet une nouvelle journée d'action début septembre.

Ils n'étaient pas tout à fait sûrs de réussir leur pari. Mais au fil de la journée, alors que tombaient le nombre de manifestants dans les principales villes hexagonales, le léger doute s'est transformé, chez les leaders syndicaux, en large sourire. Avec 797.000 manifestants selon la police et près de deux millions selon la CGT, l'appel lancé par six organisations (CGT, CFDT, Unsa, Solidaires, FSU et CFTC) a fait le plein dans la rue contre la réforme des retraites. Le 27 mai, la fourchette variait entre 395.000 et 1 million de manifestants. De même, le taux de grévistes dans la fonction publique d'Etat (19,35 %) était très supérieur à celui du 27 mai dernier (13,8 %). Preuve que le succès était au rendez-vous, l'exécutif avait choisi de comparer le nombre de manifestants ou de grévistes à celui du 13 mai 2003, journée contre la réforme Fillon, et non, comme c'est l'usage, à celui des dernières mobilisations. « TOUT REVOIR »

Dès jeudi en début d'après-midi, forts de cette réussite, les leaders syndicaux réclamaient une révision en profondeur du projet de l'exécutif. « Les gens ne manifestent pas contre le principe d'une réforme des

retraites, mais contre cette réforme des retraites. Or, à partir du moment où les 62 ans sont la base du projet, il faut tout revoir », martelait François Chérèque, le secrétaire général de la CFDT, au départ de la manifestation parisienne. « Cette journée est un tournant. Le projet de réforme du gouvernement est de mieux en mieux connu et paraît de plus en plus injuste », renchérisait Alain Olive, de l'Unsa.

S'appuyant sur les récentes péripéties de l'équipe de France de football, Bernard Thibault a réclamé un rendez-vous à Nicolas Sarkozy. « Dès lors que 23 grévistes peuvent faire changer l'agenda du chef de l'Etat, peut-être que, pour plusieurs centaines de milliers, voire plusieurs millions de salariés, il peut aussi le modifier et trouver le temps de recevoir les leaders syndicaux », ironisait, en tête du cortège parisien, le secrétaire général de la CGT.

Mais s'ils ont déjà obtenu un geste de l'exécutif - François Fillon s'exprimera dès ce vendredi sur les retraites (lire ci-dessous), tous ont conscience que la mobilisation de ce jeudi ne suffira pas à infléchir le projet gouvernemental. Et que si des signaux pourraient rapidement être envoyés, notamment sur la pénibilité, l'exécutif restera inflexible sur le

recul de l'âge de départ. « La semaine dernière, le président de la République a fait quelques signes d'ouverture. Mais très, très faibles », reprenait Alain Olive, de l'Unsa. « De militante, la mobilisation est en train de devenir citoyenne. Le succès de ce jeudi doit se prolonger en septembre », renchérisait Annick Coupé, la porte-parole de Solidaires. L'intersyndicale a prévu de se retrouver mardi 29 juin pour préparer la suite des actions, mais déjà les idées émergent. Des initiatives symboliques - comme des rassemblements devant les préfectures le 13 juillet, date de la présentation du projet de loi en conseil des ministres - pourraient être lancées pour occuper le terrain pendant l'été. Et une grande journée de mobilisation pourrait être programmée le 7 septembre, jour du début de l'examen du texte à l'Assemblée nationale. A la rentrée, le calendrier va, en effet, s'accélérer... Et les syndicats n'auront que quelques semaines pour réinstaller le rapport de force acquis dans la rue ce jeudi. n

Par Agnès Laurent

Vendredi 25 Juin 2010

France**Retraites : les syndicats mobilisent contre la réforme****Les manifestations ont réuni entre 800 000 et presque 2 millions de participants hier.**

SOCIAL Deux fois plus en quatre semaines. Les défilés contre la réforme des retraites ont réuni deux fois plus de manifestants, hier, que lors de la précédente journée d'actions sur le même thème, fin mai. Le ministère de l'Intérieur annonce 797 000 participants ; la CGT, 1,92 million. Une réussite indéniable pour les syndicats, d'autant qu'il est inhabituel de mobiliser en masse si tard dans l'année scolaire, alors que les esprits commencent à se tourner vers les vacances d'été.

Sous un grand soleil, 25 000 à 70 000 personnes ont manifesté à Bordeaux, 19 000 à 60 000 à Toulouse, 11 000 à 25 000 à Lyon. Les chiffres sont proportionnellement plus spectaculaires encore dans des villes moins grandes comme Le Mans (10 000 à 40 000), Le Havre (10 000 à 20 000), Annecy (14 000 à 20 000) ou Roanne (9 000 à 15 000). À Marseille, suivant la tradition locale, les estimations font le grand écart : 14 500 selon la police, 120 000 d'après les syndicats. Comme lors des précédents rendez-vous, Paris semble en retrait, avec 47 000 à 130 000 manifestants.

Si le slogan « *Métro, boulot, caveau* » a connu un beau succès, beaucoup de pancartes de fabrication « artisanale » ont ciblé avec amertume les hommes politiques. « *Facile de faire des lois quand on vit comme des rois* », « *Le travail, c'est pas la politique : ça use* », a-t-on pu ainsi lire dans la capitale, entre République et Nation. « *Ministre, un boulot pénible ?* » s'interrogeait faussement un autre manifestant,

alors qu'un autre exigeait : « *Député, travailleur, même retraite* ». Malgré les polémiques de ces derniers jours, peu de participants ont visé personnellement le ministre du Travail, même si une participante prophétisait : « *Sarkozy, ta réforme va à WOERTHER* ».

« *Il fallait une réaction à la hauteur de la remise en cause des droits à la retraite. Le moins qu'on puisse dire, c'est que le répondant est au niveau nécessaire* », s'est réjoui Bernard Thibault (CGT), dont les troupes étaient de loin les plus présentes dans le cortège parisien. « *C'est la plus grosse manifestation de l'année* », a souligné François Chérèque. Le total reste inférieur aux 3 millions de manifestants revendiqués par les syndicats en mars 2009, lors des défilés « contre la crise », ou en mars 2006, contre le contrat première embauche. Mais les syndicats disposent sans doute encore de réserves : ces deux précédents pics étaient unitaires, alors que FO et la CFE-CGC restent, à ce stade, hors du mouvement.

Marges de manœuvre

Néanmoins, pour le leader de la CFDT, l'affluence « *montre que le sentiment d'injustice face à cette réforme brutale monte dans le pays. Nous, on n'a jamais cru que les gens étaient résignés. Les gens ne manifestent pas contre le changement, mais contre cette réforme qui est injuste.* » Pour Jacques Voisin (CFTC), « *il faudra que le gouvernement en tire les*

conséquences et qu'on puisse avoir un vrai dialogue, une vraie concertation, meilleure que celle qu'on a pu avoir jusqu'ici ».

L'exécutif, pourtant, ne compte pas lâcher de lest. Pas tout de suite : il faut garder des marges de manœuvre pour l'automne, saison que le gouvernement redoute. François Fillon abordera dès aujourd'hui le sujet des retraites lors d'une conférence de presse (*lire ci-contre*). « *Sans minimiser les chiffres, on s'attendait à une importante mobilisation, puisque la réforme est maintenant sur la table, ce qui n'était pas le cas lors des dernières journées de mobilisation*, commentait hier son entourage. *C'est aussi un sujet «clivant* gauche-droite, il est normal d'avoir ce genre de journées exutoire.* »

L'Elysée observe que les manifestations sont fournies, mais les taux de grévistes dans le public « *ni faibles ni forts pour un sujet de cette importance, qui fait sauter le tabou des 60 ans, et qui touche très directement chaque agent* ».

De son côté, Éric Woerth s'est attaché à comparer cette journée avec celle du 13 mai 2003, point culminant de la protestation contre la réforme Fillon. Les effectifs de manifestants sont « *légèrement* » inférieurs cette fois-ci, a jugé le ministre du Travail. Il a malgré tout reconnu une mobilisation « *assez forte* ». « *Mais c'est une réforme ambitieuse* », a-t-il ajouté.

Olivier Auguste

Vendredi 25 Juin 2010

France**Les centrales comptent maintenir la pression durant l'été en informant les salariés et en harcelant les parlementaires**

« ET MAINTENANT , *que vais-je faire ?* » , chantait Gilbert Bécaud. Cette question, Bernard Thibault, François Chérèque et les autres dirigeants syndicaux y ont répondu bien avant de connaître le résultat de la journée de mobilisation d'hier. Leur objectif : maintenir la pression sur le gouvernement tout l'été afin de pouvoir mobiliser à la rentrée lors de l'examen du projet de loi à l'Assemblée, puis au Sénat.

« *La mobilisation contre la réforme des retraites ne fait que commencer* , a réaffirmé hier le secrétaire général de la CGT. *On va occuper le terrain sur les lieux de vacances des salariés, dans les entreprises. On va créer les conditions pour empêcher cette réforme de passer.* »

La stratégie de la CGT se déclinera donc en trois temps. D'abord, rencontrer Nicolas Sarkozy pour qu'il entende « *les protestations des salariés* » qui ont manifesté hier. « *La suite va appartenir au président de la République* , a indiqué Bernard Thibault. *Dès lors que 23 grévistes (en référence au boycott de l'entraînement des joueurs de l'équipe de France de football le week-end dernier, NDLR) parviennent à modifier l'agenda du président de la République, assez naturellement, on pourrait penser que les responsables syndicaux puissent être reçus.* »

Ensuite, la CGT va diffuser dans les

prochains jours à des millions d'exemplaires un petit guide pratique sur la réforme en préparation. « *On y reprendra les grands axes du projet du gouvernement en mettant en avant des situations réelles et en pointant du doigt toutes les injustices induites* », précise un proche du patron de la centrale syndicale.

Réunion le 29 juin

Enfin, harceler les députés qui commenceront à examiner le texte en commission dès le 20 juillet prochain. Et la CGT ne sera pas seule à faire pression sur les parlementaires car les autres centrales ont elles aussi prévu de se mobiliser pour les convaincre de revenir sur le texte proposé. « *Beaucoup d'élus attendaient de connaître le contre-projet de la CFDT pour se faire une idée et on va leur démontrer qu'il est possible de proposer aux Français un texte qui réduit les inégalités* », a justifié François Chérèque, son secrétaire général, qui demande à « *réécrire profondément cette réforme pour qu'elle soit plus juste* » .

Idem du côté de la CFE-CGC, qui a de son côté prévu un lobbying auprès des sénateurs, plus ouverts selon elle que les députés à faire évoluer le texte. « *Nous les avons rencontrés lundi et nous sommes convaincus*

qu'un certain nombre d'évolutions sont possibles lors du débat à l'automne sur l'emploi des seniors, la retraite des femmes ou la prise en charge des années d'études » , a indiqué Carole Couvert, sa nouvelle secrétaire générale. La centrale de l'encadrement devrait également revenir à la rentrée dans l'intersyndicale pour tenter de donner plus de poids à la mobilisation. Ce retour en douceur de la CFE-CGC ne va toutefois pas jusqu'à participer mardi à la prochaine réunion de l'intersyndicale, au cours de laquelle les syndicats qui appelaient à manifester hier tireront le bilan de la mobilisation et commenceront à préparer les rendez-vous de la rentrée.

« *On pense qu'il faudra très vite un appel à la grève interprofessionnelle, construire un mouvement d'ensemble, voire une grève générale* » , a d'ores et déjà annoncé Annick Coupé, la porte-parole de Solidaires (les syndicats SUD). FO, qui participera elle aussi mardi à la réunion de l'intersyndicale pour la première fois depuis des mois, est sur la même longueur d'ondes. Reste à connaître la position de la CGT et de la CFDT sur ce point. Réponse dans quatre jours.

Marc Landré

Le Monde

Vendredi 25 Juin 2010

Débats

Retraites mal traitées : un scandale déguisé en réalisme

Le gouvernement français impose une honteuse régression sociale

Les retraites mal traitées. Réalisme ? Non. Mystification et régression. Invoquer seulement l'évolution du rapport entre " actifs " et " passifs " et celle de l'élévation de l'espérance de vie pour élever l'âge légal de départ à la retraite et la durée de cotisation est irrecevable. On prétend le faire au nom de la pure économie.

Mais celle-ci n'existe pas sans dimension sociale. Ainsi, le coût social du chômage ou du surmenage ne figure pas dans les livres de comptes des entreprises. Pourtant, il existe. Le capitalisme fait semblant de l'ignorer. Sous son nom pudique de libéralisme, il promet une économie irresponsable et assistée en laissant ces coûts à la charge de la collectivité : coûts humains, coûts écologiques, coûts sociaux. En détruisant la retraite à 60 ans, le gouvernement impose une honteuse régression sociale. Pour cela il néglige cinq paramètres majeurs.

Premier paramètre oublié : l'écart entre les espérances de vie selon le niveau social. Depuis que l'âge légal de la retraite a été fixé à 60 ans, en 1981, l'espérance moyenne de vie a progressé de six ans. Mais pas pour tout le monde. Tous les chiffres convergent : entre un ouvrier et un cadre supérieur, l'écart d'espérance de vie s'est accru pour s'élever à sept ans. Sept ans, c'est beaucoup. L'usure liée à une tâche pénible, voire au stress d'une rentabilité obsessionnelle, abrège la vie.

Pire, l'espérance de vie en bonne santé n'est que de 63 ans pour les hommes et 64 pour les femmes, avec un écart de sept ans là aussi entre un

ouvrier et un cadre. Dans une société marquée par de telles inégalités, comment peut-on oser dire : " *On vit cent ans ; on ne peut s'arrêter de travailler à 60.* " Qui vit cent ans ? Pour les plus démunis, qui meurent avant les autres, la retraite à 60 ans est un droit essentiel et une garantie. Point de vue partisan ? Sans doute, autant que son opposé. Mais si une société est juste et bien fondée quand elle réserve aux plus démunis un sort décent, ce point de vue est universel.

Deuxième paramètre oublié : le lien entre l'âge de la retraite et l'espérance de vie. La pénibilité influe de façon négative sur l'espérance de vie. Retarder l'âge de la retraite, dans ce cas, c'est rendre la mort plus rapide. D'autant que l'inégalité devant la maladie et la mortalité s'est accrue. Les dépassements d'honoraires et le renchérissement des soins, la privatisation des services publics et les coupes claires dans les budgets sociaux pour faire payer au peuple l'irresponsabilité des spéculateurs, pèsent lourd sur les personnes les plus démunies.

Une nouvelle figure de la misère moderne émerge. L'affaiblissement du système de santé publique atteint en premier lieu ceux qui ne peuvent le compenser par l'argent. Bref travaillez plus longtemps, soyez plus stressés par les cadences infernales de la rentabilité, et soyez soignés en proportion de vos moyens : voilà la recette pour faire régresser l'espérance de vie. Et l'on voudrait entériner cette régression en faisant sauter le dernier rempart que constitue le droit de partir à la retraite à 60 ans ! Car ce n'est pas le moduler que de décider d'emblée de l'abolir et

de lui substituer l'arbitraire du cas par cas.

Troisième paramètre oublié : l'accroissement de la productivité. Depuis vingt-cinq ans, celle-ci a augmenté de 50 %, selon le chiffre généralement admis de 2 % de progression par an. Un " actif " produit dans le même temps beaucoup plus de richesse qu'un actif de 1985. Qu'a-t-on fait d'une telle plus-value ? Faut-il admettre par principe que les gains de productivité du travail ne doivent profiter qu'au capitalisme, et raisonner sans signaler ces gains ni la monopolisation de la richesse accrue qui a été produite ? Où est le progrès partagé par tous ?

Quelle mauvaise conscience pousse les tenants de l'idéologie dominante à souligner les progrès de l'espérance de vie et des conditions de travail, comme s'il s'agissait de privilèges alors qu'ils ne constituent qu'une modeste part du progrès général ? Les privilèges réels sont d'un autre ordre. Ils sont incommensurables aux droits sociaux conquis de haute lutte. Ils concernent ceux qui jouent leur mobilité dans la luxueuse classe affaire de la mondialisation libérale et n'éprouvent aucun problème pour prendre soin d'eux-mêmes.

Quatrième paramètre oublié : l'écart croissant entre les revenus du travail et ceux du capital. Vingt années de croissance à 2 % l'an donnent 40 % d'augmentation de la richesse nationale. Qui en a profité ? Le partage de la valeur ajoutée issue du travail humain de ces vingt dernières années s'est effectué en faveur du capital, dont les revenus ont

progressé bien plus vite que ceux du travail. Ne peut-on mettre à contribution le capital autrement que par une augmentation dérisoire de 1 % pour l'impôt sur les plus hauts revenus ou par une aumône prélevée sur les dividendes ? En fait le chômage a servi à comprimer les salaires tout en induisant sur le marché du travail un rapport de forces défavorable aux salariés. Et le résultat est là.

Les profits du capital ont pris plus de 8 points de richesse nationale aux salaires entre 1983 et 1990. Les plus grandes entreprises du CAC 40 ont affiché des profits record (en 2004, 54 milliards d'euros, en 2005, 80 milliards, en 2006, 100 milliards), et distribué des dividendes en proportion, alors que les salaires étaient gelés. Pour Total, les dividendes versés ont grimpé de 15 % et les salaires de 2,2 %, pour la Société générale, les chiffres sont respectivement de 32 % et de 2,7 % ; pour Renault, de 28,5 % et de 4,6 % (pour 2004-2005)... (selon *Les Echos* et *La Tribune*). Les machines ont remplacé les hommes. Mais on persiste à ne faire cotiser que les travailleurs. Ainsi malgré des gains de productivité qui compensent le déséquilibre démographique, le déficit des retraites s'est accru. Il est plus que temps de mettre à contribution les revenus du capital.

Cinquième paramètre oublié : la pression du chômage sur le coût du travail. Il est paradoxal d'en appeler à un allongement du travail alors que le chômage se maintient autour de 10 % et qu'il frappe nombre de seniors remplacés par des personnes plus jeunes et moins payées. Les services publics et la Sécurité sociale, gages d'une bonne santé de toute la population, sont sacrifiés. Saisissant contraste avec les parachutes dorés et autres stock-options de ces professeurs d'austérité qui ne se l'appliquent pas à eux-mêmes ! Si le taux de chômage officiel était réduit de moitié, le déficit des retraites, grâce aux cotisations de ceux qui auraient retrouvé un emploi, serait lui aussi réduit de moitié.

Laurence Parisot, la présidente du Medef, a osé déclarer : " *L'amour et la santé sont précieuses. Pourquoi le*

travail devrait-il échapper à la loi ? " Cet éloge de la précarité qui comprime les coûts salariaux en dit long sur l'idéologie qui se déguise en science économique pour mieux nous en imposer. C'est la même personne qui vient d'affirmer que la retraite à 60 ans était une illusion et qui n'a pas de mots assez durs pour les 35 heures !

Réfléchissons. Le programme de l'ultralibéralisme a déjà existé, avant les lois sociales conquises dans le sang et les larmes. C'était au XIXe siècle... En Europe, en 1837, la semaine de travail durait environ 72 heures. Et l'espérance de vie pour les ouvriers était en moyenne de 43 ans. Chaque dimanche était jour d'aumône. Le fameux supplément d'âme d'un monde sans âme. Est-ce le retour à cet âge d'or du capitalisme que veulent nos dirigeants ? Qui peut encore prétendre que la lutte des classes est d'un autre âge ?

Henri Pena Ruiz

Philosophe et écrivain,

membre du Parti de gauche

Les syndicats espèrent une mobilisation exceptionnelle

Le secrétaire général de la CFDT, François Chérèque, a estimé, jeudi 24 juin sur *RTL* , que la mobilisation contre la réforme des retraites rassemblerait " *entre 1 et 2 million(s) de manifestants* ". " *On le sait parce qu'on a plus de 200 rassemblements un peu partout en France et parce que les remontées du terrain nous disent qu'il y a une mobilisation exceptionnelle* ", a-t-il précisé. " *Tout indique que nous passerons la barre du million de manifestants* " et " *si ça ne suffit pas, nous aurons de la suite dans les idées* ", a déclaré de son côté le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault.

La journée nationale de grèves et de manifestations, la quatrième depuis le début de l'année 2010, s'annonçait jeudi matin assez suivie dans les transports urbains et dans l'éducation

nationale. Selon le SNUipp-FSU, un enseignant du primaire sur deux était en grève.

Retraite : ces inégalités que le système français crée, perpétue ou amplifie

Concentré sur la nécessité de redresser les comptes et de donner des gages aux marchés financiers et à la Commission européenne, le gouvernement a fait porter l'essentiel de son projet de réforme des retraites sur le seul paramètre susceptible de produire des résultats financiers immédiats - le relèvement des bornes d'âge -, sans toucher à l'architecture du système. Ce faisant, il laisse perdurer, voire amplifie, de multiples inégalités entre les générations et à l'intérieur d'une même génération.

Mis en place, pour une large part, au lendemain de la seconde guerre mondiale, consolidé pendant les Trente Glorieuses, le système français de retraite porte la marque de cette histoire. Il repose sur un modèle social favorable aux salariés en place - les " *insiders* " par opposition aux " *outsiders* " - bénéficiant d'un contrat à durée indéterminée (CDI) et d'un travail à temps plein dans le même secteur d'activité, sinon dans la même entreprise.

Ce système est " *de moins en moins adapté aux carrières d'aujourd'hui. Dès qu'on bouge, on perd* ", analyse Jean-Louis Malys, secrétaire national de la CFDT en charge des retraites. La règle des 25 meilleures années pour le calcul de la pension dans le privé et celle des six derniers mois dans les régimes spéciaux du public favorisent les carrières ascendantes, généralement celles des cadres, par rapport aux carrières plates. " *Pour les 15 % d'ouvriers et employés qui sont au smic toute leur vie professionnelle, la meilleure année est aussi la moins bonne* ", rappelle Terra Nova dans son rapport " *Réformer les retraites* " de mai 2010.

Le Conseil d'orientation des retraites (COR) a apporté sa pierre au débat en analysant les règles de calcul des pensions et leurs effets redistributifs. " *Au total, peut-on lire dans son*

rapport du 27 janvier 2010, (...) la règle des 25 meilleures années bénéficierait surtout aux assurés ayant un niveau de salaire proche de la moyenne, moins aux assurés ayant un niveau de salaire élevé, et encore moins aux assurés à bas salaires ou aux carrières courtes ; elle opérerait donc une redistribution favorable aux salariés moyens et défavorable aux bas salaires " .

Les carrières courtes, les carrières chaotiques, marquées par des allers et retours entre l'activité et l'inactivité, entre l'emploi et le chômage, entre le travail à temps partiel et le temps plein, sont en revanche pénalisées. Or elles sont fréquentes chez les femmes et dans les jeunes générations.

Espérance de vie

Dans le régime général, les personnes touchant moins de 800 fois le smic horaire dans l'année, du fait d'emplois à temps partiel et/ou de périodes de non-emploi, valident moins de quatre trimestres dans l'année (un trimestre pour 200 heures au smic). Cette règle, combinée, avec celle du calcul du salaire annuel

moyen, paraît " favorable aux assurés ayant eu au moins 25 "bonnes" années " , et " défavorable " aux carrières courtes, établit le COR. " Ce phénomène, précise-t-il, est accentué par le calcul sur l'année civile : un travail de 4 mois ne donne pas nécessairement les mêmes droits à la retraite s'il est effectué de janvier à avril ou de novembre à février " .

A l'heure actuelle, les polypensionnés (40 % des retraités), qui ont cotisé dans plusieurs régimes du privé ou effectué une carrière mixte public/privée, peuvent être pénalisés par rapport à ceux relevant d'un seul régime. Dans le cas d'une carrière ascendante, leur salaire de référence doit en effet intégrer les bas salaires de début de carrière. Un mode de calcul moins favorable que celui des 25 meilleures années dans un même régime.

Les avantages familiaux font aussi l'objet de critiques récurrentes des syndicats en raison de leur coût et de leur caractère antiredistributif. " La majoration de durée d'assurance pour trois enfants et plus coûte 6 milliards d'euros sur les 15 que

représentent les avantages familiaux. 60 % de ce dispositif bénéficie aux hommes et aux familles aisées " , déplore la CFDT.

Les régimes de retraite, enfin, ne tiennent pas compte de l'espérance de vie. A 60 ans, celle d'un ouvrier est de 5,5 ans inférieure à celle d'un cadre. Cela " pose un problème d'équité au regard de certaines catégories sociales " observe Terra Nova. " Le système organise la redistribution à l'envers des ouvriers vers les cadres " . Le passage à la retraite à 62 ans amplifiera ce phénomène en pénalisant mécaniquement les salariés ayant commencé à travailler tôt, en général des ouvriers.

Tout ou presque reste donc à faire pour rendre le système plus équitable et mieux adapté aux parcours fréquemment accidentés des salariés actuels.

Claire Guélaud

Vendredi 25 Juin 2010

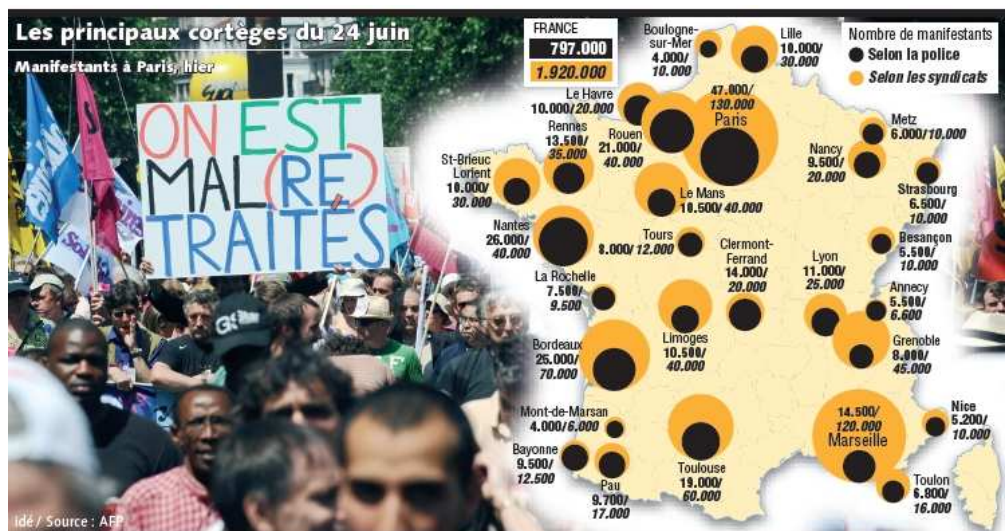
France

Retraites : la mobilisation prend de l'ampleur, le gouvernement est prêt au bras de fer

Les manifestations contre la réforme des retraites ont réuni, hier, de 797.000 (police) à 1,9 million de personnes (CGT). Forts de ce succès, les syndicats réclament le retrait du texte et la réouverture de négociations. Eric Woerth refuse de voir dans ce « soubresaut » un avertissement et réaffirme la « nécessité absolue » de relever l'âge de départ à la retraite.

Allez Bernard ! Lâche rien, on est avec toi ! » C'est en fendant une foule qui l'a accueilli sous les hurras et au son des vuvuzelas qu'un Bernard Thibault (CGT) tout sourire a fait hier une arrivée remarquée en tête du cortège de la manifestation parisienne contre la réforme des retraites.

François Chérèque (CFDT) affiche lui aussi sa mine des bons jours. Le cortège ne s'est pas encore ébroué, mais déjà tout deux le savent : ils ont réussi leur pari. A l'appel de l'intersyndicale (CFDT, CGT, CFTC, FSU, SUD et Unsa), les 200 manifestations recensées dans le pays ont réuni, hier, de 797.000 (selon la police) à 1,92 million de personnes (selon la CGT). C'est deux fois plus que lors de la journée du 27 mai, mais, comme le souligne l'Elysée, un peu moins qu'au plus fort de la contestation contre la réforme de 2003 (1,1 million selon la police) qui ne touchait pourtant pas à l'âge légal. Les taux de grévistes sont restés nettement plus timides qu'en 2003 chez les fonctionnaires (lire ci-contre). Reste que le mouvement a été très fort dans les écoles primaires et qu'à la SNCF, les 39,8% de grévistes recensés par la direction constituent un pic dans une journée interprofessionnelle depuis 2003. La mobilisation du privé est plus dure à mesurer mais était assurément plus



forte que fin mai.

C'est un fait : ni l'arrivée de l'été, ni la communication massive du gouvernement, ni même l'étonnante capacité des footballeurs français à détourner l'attention médiatique n'auront empêché le « sursaut » des salariés que promettaient les syndicats face au relèvement de l'âge légal de départ. « Le sentiment d'injustice face à cette réforme brutale monte », souligne François Chérèque. Pour Alain Olive (Unsa), « le gouvernement s'est mis dans une impasse en basant toute sa réforme sur l'âge. Les salariés en ont marre de payer seuls la crise. » « On entre dans une nouvelle période de rapport de forces avec le gouvernement », veut croire la FSU.

« Nécessité absolue »

Forts de ce succès, les syndicats

réclament de plus belle le retrait ou la réécriture complète du texte. Tout comme le PS, qui appelle au retrait de la réforme « maintenant. » « Il ne faut pas que le projet de loi soit examiné au Conseil des ministres le 13 juillet mais qu'on ouvre enfin une véritable séance de négociation », insiste Bernard Thibault. « Si on fait des états généraux du football pour 23 joueurs grévistes, on devrait pouvoir faire un Grenelle des retraites pour 2 millions de manifestants », embraye François Chérèque.

En réaction, Eric Woerth, ministre du Travail, a rappelé hier la fermeté du gouvernement. Selon lui, cette mobilisation « assez forte » ne constitue « pas un avertissement » à l'exécutif mais un « soubresaut social » traditionnel en France.

Même approche à l'Élysée, où l'on s'attache à minimiser ce résultat « prévisible » pour une réforme de cette ampleur. Eric Woerth martèle « la nécessité absolue » de relever l'âge de départ à la retraite, « inévitable pour sauvegarder le système des retraites ». Seuls sont envisageables, a-t-il rappelé, des gestes sur la pénibilité, les polypensionnés et les carrières longues, sujets sur lesquels il promet de reconsulter rapidement les syndicats. Si la mobilisation s'amplifiait encore en septembre, ces derniers pourraient obtenir de substantielles avancées sur ces trois thèmes.

« Je ne suis pas du tout un ministre affaibli », a par ailleurs répondu Eric Woerth, suite aux attaques du PS sur l'affaire Bettencourt. Il accuse l'opposition de « tirer sur le pianiste » à défaut d'avoir un contre-projet solide. Les syndicats vont se réunir le 29 juin pour préparer des actions symboliques durant l'été et, surtout, une rentrée que tous promettent brûlante.

Des grèves plus suivies que le 27 mai 19,35 % des agents de la fonction publique d'Etat, 15,9 % de ceux des collectivités locales et 12,5 % des

fonctionnaires des hôpitaux étaient en grève, hier, selon le gouvernement. Des taux 50 % plus élevés que le 27 mai, mais plus faibles qu'en 2003. Dans l'Éducation, le ministère a recensé 31,9 % de grévistes dans le primaire et 10,3 % dans le secondaire (les lycées n'ont quasiment pas été touchés en raison du bac). Le taux de grévistes a atteint 23,4 % à la Poste, 39,8 % à la SNCF et 18 % à la RATP.

DEREK PERROTTE

Tous droits réservés : Les Echos
8A9303228FE0A204D5531290A103C10C6770586937370561AFC5393

Diff. 140 313 ex. (source OJD 2005)

[Retour Sommaire](#)

Vendredi 25 Juin 2010

Une

Réforme des retraites : les syndicats marquent un point

• De 800.000 (police) à 1,9 million de personnes (CGT) ont défilé hier • Les syndicats réclament l'ouverture de négociations • Le gouvernement reste ferme sur la retraite à 62 ans • François Fillon va monter au créneau aujourd'hui

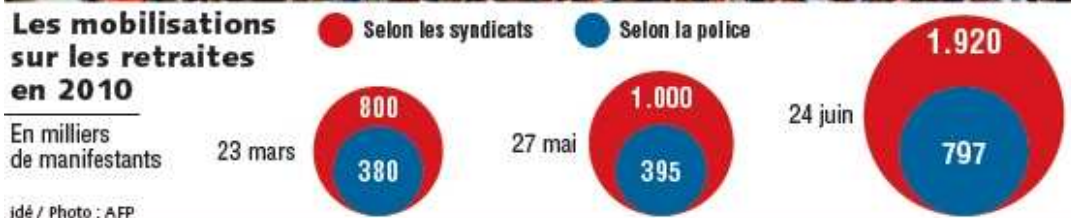
Les syndicats ont, enfin, réussi leur pari. Hier, les 200 manifestations organisées contre la réforme des retraites ont réuni entre 797.000 personnes (police) et 1,92 million (CGT), deux fois plus que le 27 mai. « Le sentiment d'injustice face à cette réforme brutale monte », souligne François

négociation ». L'exécutif relativise la mobilisation. L'Elysée note qu'elle est restée à un niveau « prévisible », inférieur à celui atteint en 2003 contre la réforme Fillon. Pour le ministre du Travail, Eric Woerth, cette mobilisation « assez forte » ne constitue « pas un avertissement » à l'exécutif mais un « soubresaut

rapidement, mais uniquement pour évoquer, comme déjà annoncé, des gestes sur la pénibilité, les polypensionnés et les carrières longues. François Fillon doit monter au créneau aujourd'hui pour défendre la réforme, lors d'une conférence de presse. Les syndicats se retrouveront le 29 juin pour préparer une rentrée qu'ils annoncent brûlante.



Sous le feu des attaques du PS suite à l'affaire Bettancourt, Eric Woerth a rétorqué qu'il n'était « pas du tout un ministre affaibli ». Il accuse l'opposition de « tirer sur le pianiste » à défaut d'avoir un contre-projet solide.



Chérèque (CFDT). Bernard Thibault social » traditionnel en France. Il (CGT) réclame « une vraie promet de revoir les syndicats

Europe et international

Le Monde

Vendredi 25 Juin 2010

Economie - Entreprises

Pascal Lamy : " Les pays les plus pro-mondialisation sont les plus pauvres "

Le directeur général de l'OMC souligne que la globalisation a permis à des centaines de millions de personnes de sortir de la pauvreté

ENTRETIEN

A la veille du sommet du G20, le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Pascal Lamy, évoque l'avenir de la mondialisation et de sa gouvernance, la régulation, la crise de l'euro et les autres grands sujets économiques du moment.

Quelles décisions prendra le G20 ? Le G 20 ne " décide " pas. Au G20, les dirigeants auront une discussion politique sur des orientations. Ce n'est pas le gouvernement du monde, mais un élément du système actuel de gouvernance mondiale : le G20 dispose de la capacité d'impulsion ; l'ONU a la légitimité ; les organisations internationales offrent leur expertise, leur capacité d'édicter des règles et de mobiliser des ressources.

Le spectacle du G20 est d'abord destiné aux opinions publiques nationales. Il n'y a pas d'électeur international. Mais être au G20, c'est aussi partager ses problèmes, apprendre à tenir compte des conséquences internationales de ses actes. Ce qui importe, ce ne sont pas les grandes déclarations finales, mais les décisions nationales qui n'ont pas été prises car elles auraient été contrares à l'intérêt collectif.

Le G20 a plutôt été efficace depuis la réunion de Washington en novembre 2008 ? Le premier test du G20 fut de faire face à la crise. Il a

fallu mettre 1 000 milliards de dollars sur la table. Les gouvernements l'ont fait dans des conditions de coopération correcte. Le deuxième sujet, la régulation financière, est plus difficile. Rien ne sera fin prêt pour le Canada. Il faudra attendre, au mieux, la réunion de Séoul en novembre. Je ne crois guère à une taxe expiatoire sur les banques : in fine, le consommateur paiera à la place du contribuable. L'important est de bâtir un encadrement prudentiel international contraignant, sachant que la surrentabilité de l'industrie financière d'avant crise en sera durablement diminuée.

A chaque fois, les dirigeants exhortent à clore le cycle de Doha. Le président Nicolas Sarkozy doute de son utilité. Les dirigeants savent que le système OMC - *Organisation mondiale du commerce* - a tenu bon. Tout le monde pensait que la violence économique et sociale du choc de la crise provoquerait un choc protectionniste. Il n'a pas eu lieu. Voilà un succès invisible du G20, surtout pour les pays en développement qui sont davantage tributaires d'un commerce international ouvert. Le cycle de Doha n'est pas encore achevé, mais 80 % du travail est fait. Il faut le clore. Les accords bilatéraux ne sont pas une solution pour résoudre des problèmes comme les subventions agricoles, ou les barrières non tarifaires.

Ne s'est-on pas trompé en voulant déréguler l'agriculture, notamment

européenne ? La première vraie réforme de la PAC - *politique agricole commune* - , en 1992, visait à vider les lacs de lait et les stocks de beurre et de viande européens. Le soutien par les prix garantis aux agriculteurs avait conduit à des surproductions coûteuses. On a estimé qu'il valait mieux que les agriculteurs puissent réagir davantage aux signaux du marché. Mais ne caricaturons pas les contraintes de l'OMC. Lorsque le cycle de Doha sera conclu, les Américains et les Européens pourront encore soutenir leur agriculture à hauteur de 100 milliards d'euros par an chacun. Les droits de douanes resteront trois à quatre fois supérieurs à ceux de l'industrie. La spécificité de l'activité agricole est donc, de fait, reconnue. Mais il faut que les pays moins développés puissent mieux valoriser leur potentiel agricole. Le monde en a besoin.

Justement, on a le sentiment que la mondialisation n'est plus un jeu à somme positive, que toute la rente est captée par la Chine. Les Chinois se sont substitués aux Japonais des années 1970 dans les cauchemars occidentaux. Si un ouvrier chinois est payé dix fois moins qu'un ouvrier européen, c'est avant tout parce qu'il faut huit Chinois pour produire ce que produit l'Européen. La Chine est une vaste usine d'assemblage de produits largement fabriqués ailleurs. Prenez un iPod : il est fabriqué en Chine, mais son coût est fait de 5 % de salaires chinois, 15 % de redevances

américaines et 40 % de valeur ajoutée japonaise, car c'est là qu'est produite la puce électronique de base. L'idée que les travailleurs européens ou américains sont en concurrence individuelle directe avec leurs collègues chinois ne correspond pas à la réalité. Mais la perception demeure.

Oui, mais ils vont finir par nous rattraper... Bien sûr qu'ils vont se rapprocher progressivement des pays riches, tout le monde le souhaite. Mais la règle de base de la division internationale du travail demeure : vous gagnez en efficacité en vous spécialisant ; et il y a de la place pour tout le monde si l'on réduit la pauvreté. Cette efficacité s'appelle croissance, et donc possibilité de réduire la pauvreté

La stratégie allemande de faire la course à la productivité n'est-elle pas destructrice ? Si l'Allemagne est désormais le premier exportateur agricole et alimentaire en Europe, ce n'est pas en raison d'un dumping monétaire, salarial ou environnemental. C'est la productivité, l'innovation, qui fait la croissance.

Il règne un esprit peu favorable à la mondialisation en Europe. La mondialisation provoque des réactions identitaires, modelées par l'idée qu'on a de l'avenir. Les pays les plus pro-mondialisation sont les plus pauvres. Les plus optimistes. Les Européens sont les plus pessimistes : ils ont le modèle social de loin le meilleur. Pour le maintenir, ils ne peuvent compter que sur la croissance et la démographie. Ils n'ont aucune des deux. Pour y

remédier, ils n'ont que trois solutions : rogner sur leur système social, accepter l'immigration, faire des réformes de structure qui augmentent le potentiel de croissance. Plus facile à dire qu'à faire ! Aucun continent n'a une équation aussi difficile à résoudre.

La crise remet-elle en cause les bienfaits de la globalisation ? La globalisation, c'est, entre autres, l'ouverture des économies les unes aux autres. Cette crise ne trouve pas son origine dans l'interdépendance. Elle s'explique par le fait que l'industrie la plus globalisée, la finance, n'était pas soumise à des disciplines contraignantes. La preuve : le Canada, dont l'économie est imbriquée avec celle des Etats-Unis, a passé la crise dans le calme, tandis que le système américain explosait. Aux Etats-Unis, la finance était mal régulée, à la différence du Canada. Le problème n'était donc pas l'ouverture mais la régulation.

Ne vous êtes-vous pas fourvoyé en défendant la mondialisation heureuse ? Je n'ai jamais parlé de mondialisation heureuse. J'ai toujours parlé de la nécessité de la maîtriser. Avec la révolution des technologies de l'information, nous vivons une révolution comparable à l'invention de la machine à vapeur ou de l'électricité : une croissance inédite, poussée par la technologie et l'expansion territoriale des économies. Le résultat est là : des centaines de millions de personnes sont sorties de la pauvreté.

En contrepartie, il faut lutter contre les inégalités. Si on veut que la politique rattrape l'économie, il faut

davantage de régulation et de redistribution nationale et si possible supranationale. Ce saut est très difficile. L'objectif d'aide au développement est de 0,7 % du PIB. Le budget européen est inférieur à 1 %. Les budgets nationaux entre 20 % et 50%. On ne redistribue vraiment que si le sentiment d'appartenir à une communauté est fort.

Mais les pays de la zone euro ont convergé beaucoup moins qu'espéré depuis Maastricht.

Regardez ce qu'il est advenu de la Grèce, du Portugal, de l'Espagne depuis vingt ans, et des pays de l'Est depuis la chute du mur : en matière d'infrastructures, d'éducation, de santé, tous ces pays ont énormément bénéficié de l'intégration européenne. Les dirigeants et les pays de l'Union européenne ont sagement décidé que la Grèce resterait dans l'euro.

Les Allemands sont-ils viscéralement attachés à l'euro ? Les Allemands sont viscéralement attachés à une monnaie stable qui protège de l'inflation. L'Europe a un problème démographique majeur avec une population vieillissante. Je ne vois pas une population vieillissante plébisciter l'inflation ! L'Europe vit une réplique sismique de la faillite de Lehman Brothers. La force de l'euro avait masqué un certain nombre de déséquilibres, dus au relâchement délibéré des disciplines du pacte de stabilité, qui a donné la main aux marchés.

Propos recueillis par Ar. Le.